

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Peyrefitte contre les juges

Peyrefitte s'en est pris, mardi, à la fois aux juges et à tous ceux qui continuent de soutenir l'avocat allemand Klaus Croissant.

Peyrefitte, ministre de la Justice, a tout d'abord commenté à sa manière la prise de position de la magistrate, Monique Guemann, lors d'une séance du tribunal de Draguignan. Monique Guemann qui est vice-présidente du Syndicat de la Magistrature, avait déclaré qu'elle protestait contre l'extradition de Klaus Croissant et émettait des doutes sur la légalité de cette affaire.

Peyrefitte a déclaré : le geste de Monique Guemann est «plaisant et sympathique» mais «il n'est pas normal qu'un magistrat se lève dans un tribunal pour prononcer une diatribe contre une autre chambre». Il a confirmé que la magistrate reste suspendue de ses fonctions pour une durée in déterminée. (Suite page 3)

SAMEDI 10 DECEMBRE RASSEMBLEMENT ANTIRACISTE

Samedi 10 à 13 h 30 aura lieu la levée du corps de Saïd Sebaï, assassiné par les fascistes au local de l'Amicale des Algériens en Europe.

Nous appelons tous nos camarades et amis, tous les antifascistes et antiracistes à participer à un rassemblement à 13 h 30 devant l'Institut médico-légal, près du métro Quai de la Rapée.



EDITORIAL

LES 60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE !

Un impératif absolu pour la survie de notre journal !

En date du 6 décembre, le montant global de la souscription s'élevait à 311 333,55 francs, soit juste un peu plus de 31 millions de centimes. Avec un montant d'un peu plus d'un million en une semaine, nous sommes loin de l'effort nécessaire. A vrai dire, la prise en main et les efforts fournis sont très irréguliers.

Nous avons publié un certain nombre de lettres (nous en avons d'ailleurs reçues beaucoup trop peu par rapport à l'enjeu de la bataille)

témoignant d'une réelle préoccupation de la presse centrale, certaines montrant un dévouement exemplaire. Si nous n'en sommes qu'à 31 millions c'est sans doute que d'autres se sont en fait contentés d'un travail de routine. Peut-on gagner une bataille politique de grande importance en s'en tenant à un esprit routinier ?

Lorsqu'en mars dernier, nous avons lancé le bi-mensuel, nous avons dit qu'il s'agissait d'un outil devant servir au développement de la

diffusion. Là encore, sa prise en main est tout à fait inégale.

Dans certains endroits, aucune propagande n'a été faite pour faire connaître sa mise en kiosque, donc pour élargir la diffusion. Or, la question de la diffusion est étroitement liée à celle de la souscription.

Sans une diffusion de plus en plus large, la presse marxiste-léniniste est condamnée à stagner et en fin de compte, à régresser. (Suite page 3)

• Palestine occupée Nouvelles actions des résistants palestiniens

Le 27 novembre dernier, les commandos palestiniens ont lancé de nouvelles attaques sur la rive occidentale du Jourdain contre les agresseurs sionistes. Une bombe à retardement a explosé dans un magasin des troupes israéliennes, à Sidi Jacob, près de Jérusalem.

L'explosion a tué deux officiers israéliens, blessé un garde et détruit une partie du bâtiment. Le lendemain, les commandos palestiniens plaçaient une mine sur la route près du village de Beït Oula. Un char sioniste a été détruit et tous ses occupants tués ou blessés.

• Kenya

Condamnation d'un diplomate soviétique

Un diplomate soviétique a été condamné, le 1er décembre, par la cour de Nairobi (Kenya) à 25 000 shillings kenyans d'amende pour avoir sauvagement battu un agent kenyan préposé à la garde des bâtiments abritant la mission soviétique. Les officiels de l'ambassade soviétique avaient tenté d'embarquer discrètement le diplomate à l'aéro-

port pour éviter le procès mais il a été arrêté par la police kenyane, au moment de son embarquement. En rapportant ces faits à la une, les journaux kenyans ont fait remarquer : «aujourd'hui, l'URSS est réellement un impérialisme arrogant, un pays chauvin et hégémonique qui tente toujours de fouler les autres au pied».

• LIP

UNE LUTTE TRES CONVOITEE

Samedi et dimanche, ce sont des milliers de travailleurs qui, une fois de plus, ont témoigné de l'intérêt et de l'attachement qu'ils ont pour la lutte des Lip. Lutte longue et opiniâtre contre tout licenciement, recourant à des méthodes efficaces, s'appuyant sur une large démocratie et l'unité construite entre tous, syndiqués ou non. Les Lip, ce sont ceux qui avaient osé rompre le carcan de la légalité bourgeoise, qui avaient osé en finir avec les décisions imposées du sommet et l'unité de façade entre états-majors.

Oui, les travailleurs peuvent vaincre en comptant sur eux-mêmes !

Dans leur lutte, les Lip ont dû affronter les patrons, l'appareil d'Etat capitaliste (sa justice et ses flics) et aussi l'hostilité, voire la haine de ceux, comme Krasucki, qui se voyaient déboulonnés de leur piedestal par cet exemple.

Tous les espoirs de 68, les travailleurs les retrouvaient dans la lutte des Lip.

Mais, Marchais et ses semblables qui disent «plus jamais ça» en parlant de 68, y retrouvaient toutes leurs inquiétudes. Les hommes de l'Union de la gauche ont toujours combattu les luttes de travailleurs qui échappaient à leurs combinaisons politiciennes. Quand les Lip avec d'autres ont mis en place la coordination des luttes si nécessaire pour développer le rapport de force, ils se sont heurtés aux pressions, aux invectives des chefs syndicaux qui sont allés jusqu'aux exclusions pour détruire la coordination. Isolés, les Lip n'ont pu instaurer un rapport de force suffisant pour arracher à nouveau la victoire.

C'est ce moment difficile qu'ont choisi les insulteurs de lip, pour découvrir des mérites à leur lutte. Avec les élections qui approchent, les voilà qui multiplient les efforts pour mettre la main sur le capital (en nombre de voix) que représente une lutte qui bénéficie d'une telle sympathie parmi les travailleurs ! C'est ainsi qu'on a pu voir le PCF se proclamer champion de l'autogestion et de la démocratie.

Quant à Chérèque, dirigeant de la FGM-CFDT, chaud partisan de l'orientation qui vise à utiliser les syndicats comme un instrument pour porter les partis de gauche au pouvoir et adversaire résolu de la coordination, le ferme soutien qu'il venait apporter ce week-end avait un goût amer.

Les 3 et 4 décembre, les Lip ont présenté un film en cours d'achèvement qu'on pourra bientôt se procurer : une heure qui retrace les multiples formes de la lutte en 1976. Ils ont aussi animé de nombreux débats où les questions étaient nombreuses sur le projet de coopérative.

A ce sujet, l'écueil serait de croire qu'il est possible de construire, en un lieu donné, de nouveaux rapports sociaux, plus égaux, dans le cadre du système capitaliste :

(Suite page 4)



● Petite-Roselle (Moselle) Une restauration lourde... à supporter pour les locataires

Un tract du Groupe d'action municipal (GAM) nous donne une indication à ce sujet. En voici quelques extraits. Cela se passe à Petite-Roselle (Moselle).

«La modernisation (des logements) a commencé, rue de Schoeneck. Les travaux ne devaient durer initialement que six semaines par logement. Or, après 10 semaines de «bricolage», les chantiers sont loin d'être terminés.

«Dans tel logement, c'est dans le garage que les locataires vivent, mangent, se lavent et même se baignent... une partie de leurs meubles est entreposée sous une tente dans le jardin.

«Dans tous les logements, les portes des WC sont arrachées, une nouvelle ouverture est percée vers la cuisine et les lieux restent dans cet état pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Et le WC reste en service ! Oh, ces gens sont gâtés, ils ont deux WC : le neuf non utilisable et qu'il est interdit d'utiliser... et le vieux ou-

vert à tous vents et... à tous les regards.

«Initialement, il n'était prévu que des travaux de maçonnerie et de sanitaire dans le WC et les deux pièces du rez-de-chaussée... Mais les HBL sont allées plus loin ; elles en profitent pour mettre en conformité les installations électriques dans chaque pièce, remplaçant par ci, par là, portes et fenêtres. Les compteurs, installés récemment, vont être descendus au rez-de-chaussée !

«Certains locataires se sont opposés catégoriquement au démarrage des travaux dans leur logement. Un représentant du service-logements menace : " Si vous refusez, à votre sortie, nous moderniserons ce logement à vos frais !".

Voilà l'attitude des HBL (Houillères du bassin de Lorraine) vis-à-vis des travailleurs mais la municipalité réactionnaire a aussi sa part de responsabilité : le programme d'assainissement n'a même pas débuté. Ce n'est donc pas demain que les WC tout neufs pourront être utilisés.

Correspondant HR

Augmentation des impôts et autres tarifs pour les travailleurs parisiens

En 1978, les travailleurs habitant Paris paieront 10% d'impôts supplémentaires. C'est ce que Chirac a annoncé il y a quelques jours en présentant le budget 1978 de la ville de Paris.

Mais ce n'est pas tout ; d'autres hausses sont prévues :

- la taxe de balayage et celle d'enlèvement des ordures augmenteront de 14 % par rapport à 1977.

- le prix de l'eau augmentera de 6 %.

- d'autres services municipaux verront leurs tarifs augmenter de 5 à 10 %. C'est notamment le cas des tarifs des piscines, bains et

douches, des musées, des concessions dans les cimetières, des droits d'occupation du domaine public.

- les tarifs des transports publics augmenteront de 6 %.

Chirac estime que tout ceci est raisonnable. Par contre, il trouve que les dépenses de police effectuées par la ville de Paris sont excessives. Non pas qu'il souhaite moins de forces de police, mais d'après lui c'est au gouvernement de payer ces dépenses. Ceci est à replacer dans les contradictions RPR-Giscard. De toute façon, ce sont les travailleurs qui paieront ces dépenses.

Un réseau de drogue financé par la haute bourgeoisie

En juillet de cette année une descendante des magnats de l'automobile, Christina von Opel, était arrêtée à St-Tropez en compagnie de plusieurs de ses amis, pour trafic de haschich. Ce trafic portait sur plusieurs tonnes. Ce n'est pas le petit drogué qui fait le trafic et en retire un énorme profit, lui en est la victime, mais ce sont donc de très respectables gens de la grande bourgeoisie.

Deux jeunes anglais qui avaient été détenus dans la même prison que Christina von Opel, ont révélé qu'une haute personnalité allemande leur avait offert vingt mille francs français pour faire évader Christina von Opel et deux de ses compagnons de trafic, offre qu'ils auraient refusée. Pour cette haute personnalité, il

s'agissait de soustraire Christina von Opel et son ami Michel Karr des mains de la police et de la justice françaises. Le beau monde ne doit pas subir de pareilles tracasseries. Il s'agissait aussi de soustraire un témoin bavard à la justice, témoin qui aurait pu mettre en cause une filière qui doit rapporter pas mal de gros sous, au prix où est la drogue.

Ce réseau de drogue serait financé par un «baron» allemand. Ce «baron» serait en contact avec des personnalités politiques à Paris. Inutile de préciser qu'il s'agit d'un personnage riche.

En saura-t-on un jour davantage ? Ou la bourgeoisie française étouffera-t-elle l'affaire si elle soulevait un gros lièvre ?

● Turquie

Les marxistes léninistes à l'offensive

Il y a six mois, on votait en Turquie. Mais les élections n'ont en rien réglé la crise des classes dominantes, et la confusion politique n'a fait que croître.

Il a fallu deux mois pour former le nouveau gouvernement, mais déjà, on envisage une nouvelle coalition gouvernementale plus large.

A peine installé, le gouvernement a pris toute une série de mesures pour faire retomber sur le peuple le poids de la crise : blocage des salaires, augmentation des prix (plus 50 %) et des impôts. La bourgeoisie ne s'en trouve pas moins dans une impasse économique, dont l'une des causes est la pression exercée par l'URSS au moyen du «traité de coopération» signé l'hiver dernier et qui vient d'entrer en application.

Pour étouffer le mécontentement, les classes dominantes intensifient la répression, en particulier contre les révolutionnaires prolétariens : dernièrement, les rédacteurs en chef de Halkin Sesi (La voix du peuple) et de Aydinlik (Clarté) ont à nouveau été arrêtés et inculpés. Dans le même temps, le MHP, parti du type fasciste qui participe au gouvernement, infiltre ses commandos dans l'appareil d'Etat et dans les entreprises, et liquide sans distinction les révolutionnaires et les démocrates qui les gênent trop (plus de 300 assassinats en trois ans).

● Etats-Unis

Mardi matin, les 130 000 mineurs des Charbonnages de l'Est des Etats-Unis se sont mis en grève, n'ayant pas obtenu le renouvellement de leur convention collective. Les patrons refusent que les travailleurs fassent des grèves sauvages comme ce fut le cas l'été dernier. Les travailleurs revendiquent ce droit, ainsi que le renflouement des caisses de retraite et d'assurance maladie. Bien que leur condition soit très difficile, les travailleurs ont décidé de ne pas céder.

● Namibie

Peter Mwashihange, secrétaire de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain pour les relations extérieures, a publié dans la capitale tanzanienne un communiqué de presse annonçant que les combattants de son organisation ont intensifié la lutte armée au cours des deux derniers mois.

ÉCHEC AUX RÉVISIONNISTES

Les révisionnistes eux aussi s'enhardissent - encouragés par les pressions de leurs maîtres russes. Mais ils se heurtent à une vive opposition ouvrière. Suite à la grève de 40 000 métallos de la région d'Isambul en juin dernier, cinq de leurs hommes de paille ont été exclus de la direction du syndicat DISK, et leurs efforts pour garder par des magouilles le contrôle du DISK sont de plus en plus reconnus et contrés.

Sans nul doute, c'est là un signe de l'influence grandissante des révolutionnaires prolétariens auprès des travailleurs.

PREMIER CONGRES DU TIHKP

Le Premier congrès du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIHKP), réuni dans la clandestinité les 9 et 10 septembre derniers, a réaffirmé l'orientation stratégique et tactique de la lutte : pour la révolution nationale démocratique, et en premier lieu, pour l'indépendance contre les deux superpuissances, leurs pressions et leurs agents en Turquie. Le Congrès a aussi fait le bilan de l'édification du Parti depuis sa création en 1969, il a condamné sans

Le 9 octobre, les guérilleros ont tendu une embuscade à un convoi ennemi de six voitures à Omuka, au Nord-Ouest du pays. Deux voitures ont été complètement détruites. Cinq ennemis ont été tués et beaucoup d'autres blessés.

Du 25 au 27 octobre, les combattants de la liberté ont mené plusieurs combats acharnés dans la région de l'Ouest, au Nord-Est du pays, faisant 82 tués et 130 blessés dans les rangs ennemis.

Le 25 novembre, les combattants namibiens ont fait sauter trois chenillettes de l'Afrique du Sud capturant quantité d'armes et d'autre matériel de guerre.

La SWAPO est convaincue qu'il ne pourra y avoir d'activités politiques (élections) tant que l'occupation armée sud-africaine sera maintenue en Namibie. «Nous ne serons jamais, ne fût-ce qu'une minute, détournés de notre attention sur les principaux objectifs de notre lutte, la lutte politique et la lutte armée», a conclu le communiqué.

équivoque les erreurs avanturistes de 1970-1972, et réfuté les théories des petits groupes opportunistes. La tenue victorieuse du congrès n'est d'ailleurs pas pour rien dans la crise que connaissent actuellement ces groupes. Nombre de leurs militants rallient les rangs des marxistes-léninistes : dans la dernière semaine de novembre, plus d'une centaine, dont le rédacteur en chef d'un de leurs journaux.

Ces dernières années, les effectifs du Parti ont beaucoup grossi et se sont prolétariés (près de 50 % d'ouvriers et de paysans-pauvres).

Armés du marxisme-léninisme et de la pensée-mao-tsétoung, les révolutionnaires prolétariens sont à l'offensive. Ces derniers mois, ils ont organisé toute une série de meetings pour faire pénétrer dans les masses la théorie révolutionnaire de Mao Tsé-toung, et en particulier la théorie des trois mondes : le 9 septembre,

plus de 5 000 personnes ont participé à un meeting de ce type.

LA BATAILLE POUR UN QUOTIDIEN

Les révolutionnaires prolétariens se préparent aussi à sortir quotidiennement leur journal jusqu'à présent hebdomadaire Halkin Sesi. Les forces se mobilisent, et la bataille pour la souscription bat son plein : ici des enfants de 13-14 ans ont fait une vente de citrons sur un marché et versé la recette au quotidien, là des paysannes font des broderies pour la souscription. A l'étranger aussi, les travailleurs turcs émigrés se mobilisent pour que vive leur journal.

Dès le premier janvier, la classe ouvrière et les masses populaires de Turquie disposeront ainsi d'une nouvelle arme dans leur lutte pour l'indépendance, la terre et la liberté.

UNE BROCHURE A LIRE

LE PEUPLE DE TURQUIE FACE AUX DEUX SUPERPUISSANCES

Documents des revues
★ AYDINLIK
et
HALKIN
SESI



Prix 5F

Passez vos commandes et payez à l'ordre de :
APN Editions
BP 279
75 886 - Paris Cedex 18

QUINZAINE DE LA CHINE DU 26 NOVEMBRE AU 16 DÉCEMBRE à CHATEAUROUX

- exposition : «Images du peuple chinois» du 26 novembre au 10 décembre - Hall de la mairie
- artisanat : du 26 novembre au 10 décembre ancienne mairie.
- films de Joris Ivens le 8-9-10-15-16 décembre MJC de Belle-Isle.
- conférence de Alain BOUC le 13 décembre - MJC de Belle-Isle.

Organisée par le
Comité de l'Indre des Amitiés franco-chinoises



SUIVE DE LA PAGE UNE

Outre le paternalisme de Peyrefitte par rapport au juge de Draguignan, cette déclaration est inacceptable. Monique Guemann n'a fait que dire ce que pensent et ont exprimé dans la rue des milliers de personnes : l'extradition de Klaus Croissant est inadmissible.

Deux magistrats, membres du Syndicat de la Magistrature, ont par ailleurs été sanctionnés parce qu'ils voulaient, en plein tribunal, soutenir par une déclaration, Monique Guemann.

Cette campagne du Garde des Sceaux (du ministre de la Justice) contre les juges est assez révélatrice, tout d'abord du fait que, de plus en plus de juges ouvrent les yeux sur le rôle que veut leur faire jouer le pouvoir capitaliste. Ensuite, elle montre que le gouvernement est prêt à briser dans l'œuf ce mouvement de la magistrature.

Le rôle que le pouvoir impartit aux juges est clair. Il ordonne aux juges d'extrader Klaus Croissant, ce qui fut fait. Il leur ordonne de condamner les grévistes de la Sonacotra, ces travailleurs immigrés en grève des loyers depuis de longs mois, et de protéger la société Sonacotra. Ce qui fut fait aussi. Peyrefitte ne peut en aucun cas accepter qu'un juge, d'une manière ou d'une autre, cherche à remettre en cause le rôle de gardien du système capitaliste qui lui est impartit.

COMMANDEZ NOTRE CALENDRIER 1978

Réalisé par nos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.

● EDF

Le gouvernement contre le droit de grève

On peut se demander pourquoi le gouvernement s'en prend si violemment aux grévistes qui ne font que refaire ce qu'ils ont fait plusieurs fois déjà, sans que cela amène tant le CNPF.

Il s'agit d'une attaque contre les travailleurs, contre leur droit de grève (bien que le gouvernement s'en défende). Ceux dont le gouvernement a peur, ce ne sont pas les quelques pontes syndicaux de la CGT qui ne demandent qu'à négocier, mais bel et bien les masses de travailleurs qui sont, eux, le vrai danger pour la bourgeoisie.

Il veut aussi prendre les devants par rapport aux travailleurs qui risquent bien un jour ou l'autre de ne plus accepter du tout les grèves de 24 h, les coupures de courant secteur par secteur, ou tout cet arsenal de grèves sectorielles des directions confédérales et recourir à des méthodes de lutte efficaces.

Il ne faut en aucun cas laisser Barre et son gouvernement, Ceyrac et ses patrons, toucher au droit de grève.

«Un pyjama pour deux»

«Un pyjama pour deux», tel était le titre du film qui a remplacé, mardi soir, l'émission de télé, que l'on nous promettait depuis belle lurette et qu'une seconde grève de la CFDT a annulé.

Toutefois, le film a remplacé avantageusement l'émission : «Un pyjama pour deux»... un peu l'image des batailles entre Mitterrand et Marchais, Giscard et Chirac. «Un pyjama pour deux»... une sombre histoire de charme et de tromperie, de beaux discours pour rouler les gens.

L'émission de télé fut remplacée aussi, pour les politiciens participants, par un cocktail où tous purent boire en commun, de la gauche à la droite, en passant par le centre gauche et le centre droit. Peut-être avaient-ils aussi un verre pour deux ?

A nos lecteurs et diffuseurs

Camarades lecteurs et diffuseurs, l'Humanité rouge quotidien paraît sur 8 pages, une fois par semaine, dans les éditions datées du vendredi. Dans ce numéro spécial, quatre pages sont consacrées à la bataille politique de 1978, menée par les marxistes-léninistes.

Camarades, pour une plus ample diffusion de ce numéro spécial, passez vos commandes à l'administration : l'Humanité rouge BP 61 - 75861 - Paris Cedex 18.

Les 60 millions avant le 31 décembre

Un impératif absolu pour la survie de notre journal!

(suite de la page une)

Le recul momentané du quotidien à quatre pages (au lieu de huit) était lié au lancement du bimensuel. Celui-ci a été très largement apprécié donc cela aurait dû se traduire par un bond en avant, dans la diffusion. Mais là encore, faute d'une prise en charge suffisante, la diffusion connaît depuis septembre, une stagnation. Huit mois après sa parution, certaines régions ne l'ont même pas encore pris en main.

Par ailleurs, en quelques semaines, la bourgeoisie nous a intenté quatre procès, elle frappe à notre point faible : la caisse !

Les échéances des législatives avancent à grands pas. Les marxistes-léninistes veulent y mener une bataille politique d'envergure, renforcer leur influence dans les masses populaires principalement la classe ouvrière.

Pour gagner une bataille il faut des armes. Déjà,

Lénine en son temps soulignait l'importance de la presse centrale, comme étant une arme privilégiée.

En plus de la télévision et de la radio, les partis bourgeois, tant de droite que de «gauche», possèdent des milliards et tous les grands titres, tant quotidiens qu'hebdomadaires, sont à leur service. Le PCF possède le plus grand groupe de presse.

La «grande presse» tout comme la télévision et la radio font le black-out total sur les marxistes-léninistes : leurs propositions, leur rôle de plus en plus important dans les luttes de classe et de masse, etc. Il est donc plus qu'évident que pour populariser leur ligne politique et leurs actions, les marxistes-léninistes doivent compter uniquement sur leurs propres forces.

Nous avons accomplis de grands pas ces dernières années, y compris dans le do-

main de la presse.

Le passage à un quotidien, il y trois ans avait répondu à un bond à la fois quantitatif et qualitatif important : c'était en effet le premier quotidien marxiste-léniniste dans un pays où le parti communiste marxiste-léniniste n'est pas au pouvoir. C'était aussi une nouvelle bataille qui s'engageait. Aujourd'hui c'est sa vie même qui est en danger.

La somme de 60 millions de francs par an (de souscription) est indispensable pour son équilibre financier. Ce qui veut dire que si nous n'avons pas cette somme d'une part, le retour prévu sur huit pages est compromis et le quatre pages sera nettement insuffisant pour mener la bataille politique qui se livrera dès janvier 1978. D'autre part, comme le bi-mensuel lui est intimement lié c'est la presse marxiste-léniniste qui serait remise en question, car nous

ne pourrions supporter l'effort financier nécessaire. Alors que la presse centrale devrait se renforcer, peut-on concevoir sa suppression.

Il est grand temps de prendre le taureau par les cornes, de transmettre immédiatement les sommes souscrites au journal, de faire appel aux masses qui sont nombreuses à rejeter les partis bourgeois.

Si nous tirons la sonnette d'alarme, c'est bien parce que la situation est critique mais qu'en même temps nous faisons confiance à tous ceux qui veulent que l'Humanité Rouge vive et remplisse le rôle qui est le sien :

L'HUMANITE ROUGE A BESOIN DU SOUTIEN DES MASSES ! LES MASSES ONT BESOIN D'UNE PRESSE QUI DEFENDE LEURS INTERETS !

● Le Faouët (Morbihan)

Comment la justice traite les victimes de la police !

Le 13 Mai 1976, une jeune fille de 16 ans, Anne-Lise D... alors élève de 3ème au CEG public du Faouët, petite ville du Nord-Ouest du Morbihan, rend visite à son père, ouvrier du bâtiment à Paris. Vers 19 heures à la sortie du métro Château Rouge dans le 18e arrondissement, elle est atteinte en plein ventre d'une balle tirée par un policier en mal de travailleurs immigrés : d'après les dires de la police «un homme, noir de peau, était poursuivi pour vol et port d'arme prohibée sous le manteau...»

Anne-Lise, maculée de sang, est transportée par Police-Secours à l'hôpital Lariboisière, où elle est opérée et soignée du 13 au 25 mai 1976, comme l'attestent les certificats médicaux produits à la police et à la justice.

Apprenant la situation de son élève et administrée, le directeur du C.E.G., aujourd'hui en retraite mais qui est aussi et encore le maire P.S. du Faouët, a cette réaction méprisante et insultante : « Qu'est-ce qu'elle est donc aller foutre celle-là à Paris ! » (sic). L'attitude de ce notable

de gauche, social démocrate bon teint ne nous étonne guère : en juin 1974, il fut déjà l'auteur d'un crapuleux rapport sur les activités syndicales et les méthodes pédagogiques progressistes d'un maître-auxiliaire de son établissement et provoqua ainsi son licenciement...

Pour en revenir à Anne-Lise, son affaire, selon les autorités judiciaires, ne relèverait pas du Tribunal correctionnel pour «homicide involontaire», mais du Tribunal de simple police de Paris ! D'autre part, son jugement initialement prévu le 6 juin 1977 a déjà été renvoyé au 7 juillet puis au 10 octobre 1977 sans aucune conclusion ! On essaie actuellement de nous faire croire que l'affaire trouverait enfin une «conclusion favorable» le 10 décembre 1977... Ce qui signifie en fait que le parquet semble décidé à classer l'affaire sans suite au plan pénal, si ce n'est déjà fait.

Dénoncez ce scandale et soutenez Anne-Lise ! Protestez auprès de M.le Garde des Sceaux ! (Ministère de la Justice, 13 place Vendôme, Paris 1er) Ecrivez ou télégraphiez à

l'avocat ! (Me Alain Cornec, 184 avenue de Choisy, Paris 13ème)

Envoyez messages et télégrammes de soutien à la grand-mère qui transmettra à Anne-Lise !

(Mme Veuve Anna Carné, 7 rue de la résistance 56320 Le Faouët).

Des habitants du Faouët et des bretons du Morbihan du Finistère et de Paris, qui soutiennent Anne-Lise.

Répression

Un avant-gout des projets gouvernementaux

Rappelons les faits : le 13 mai 1977, à une heure du matin, rue Bobillot à Paris, dans le 13e, la police contrôle trois jeunes : Lapeyre, Orlach, Gérard. Ceux-ci sont porteurs d'armes et de munitions (revolvers, et cartouches).

Ils sont emmenés au commissariat. Tous trois auraient déjà été fichés pour activités politiques. Entendus par le magistrat instructeur, ils déclareront être des sympathisants des NAPAP (Noyaux armés pour autonomie populaire)

Depuis, ils sont au secret, toutes les demandes d'autorisation de visites des pa-

rents proches (épouses, mères) ont été systématiquement refusées.

Les lettres et correspondances qui leur sont adressées sont retenues durant plusieurs semaines, etc.

Leurs avocats protestent contre diverses atteintes aux droits de la défense, et la divulgation d'informations qui tendent à présenter leurs clients comme des terroristes et à jeter le discrédit sur eux-mêmes. Toutes ces méthodes employées contre des inculpés ne sont pas sans rappeler celles qui ont cours en Allemagne. Elles sont intolérables !



• Epernay

Lettre d'un cheminot Deux cheminots exclus de la CFDT

A l'occasion de la grève bidon du 1er décembre, on a fait un tract en compagnie de camarades CGT, CFDT et non-syndiqués (20 au total) dénonçant le caractère démobilisateur et électoraliste de cette «journée d'action».

Ce tract montrait l'inutilité des précédentes journées d'action qui n'ont pas fait reculer d'un pouce le plan Barre (accroissement du chômage et de l'inflation).

Il affirmait en outre la volonté des cheminots de lutter classe contre classe, de prendre eux-mêmes, syndiqués et non-syndiqués la direction de leurs luttes et d'appliquer l'unité à la base et dans l'action.

La réponse ne s'est pas faite attendre, et dans un tract du bureau syndical CFDT cheminot, nous étions traités d'irresponsables, d'aventuriers et de traîtres à la classe ouvrière.

Ceci ne s'est pas fait tout seul puisque à deux reprises des responsables nationaux sont descendus aux ateliers d'Epernay...

Suite à notre tract, ces messieurs les magouilleurs (le président du bureau syndical est l'adjoint PS du maire PCF d'Epernay) nous ont purement et simplement exclus du syndicat, alors que le bureau syndical n'a pas été convoqué au complet.

Seulement, ils ont oublié qu'il va y avoir une assemblée générale et que nous ne sommes pas du tout décidés à nous laisser faire. Ce sont eux les véritables traîtres !

Il faudra bien qu'ils rendent des comptes à la classe ouvrière. Nous démasquerons l'infiltration des bourgeois de gauche dans la classe ouvrière. La lutte classe contre classe continue.

Camarades cheminots, soutenez nous dans notre juste combat en écrivant à l'adresse suivante : CFDT cheminot - 7 rue du docteur Verron - Epernay 51200.

Un cheminot exclu.

• Centre de tri PLM-Paris

La répression continue

Après le licenciement d'un inspecteur-élève, l'administration veut se débarrasser d'un préposé qui doit passer en conseil de discipline.

Il a appris hier (5 décembre) qu'il ne toucherait plus que la moitié de son salaire - et ceci rétroactivement à compter du 18 novembre. Il ne va donc toucher que 1 200 F par mois, et comme il va devoir

rembourser le «trop-perçu» en novembre, il lui reste 800 F pour décembre.

L'administration se sent forte parce que les directions syndicales lui laissent les mains libres et elle prévoit d'autres sanctions. En attendant le conseil de discipline, les directions syndicales songent... à faire une pétition pour demander la levée des sanctions !

Correspondant HR

SAMEDI 10 DECEMBRE A 20 H 30
Au CENTRE CULTUREL DE CHELLES
(place des Martyrs de Chateaubriand
- 77 Chelles)

La troupe de l'Aquarium

«Quand la jeune lune
tient la vieille lune
toute une nuit
dans ses bras»

Suivi d'un débat avec la troupe

Cette pièce retrace les luttes à l'Imro, Caron-Ozane, Griffet, et LIP, stigmatisant l'attitude des directions syndicales. La CGT a demandé un débat avec la troupe pour tenter de se justifier.

Des résidents des foyers Sonacotra de la région ainsi que des travailleurs révolutionnaires nous ont fait savoir qu'ils viendraient également pour y apporter leur point de vue.

Cette soirée promet d'être animée et passionnante. Venez nombreux !

• Lavera

Grève à Naphchimie

Le 1er décembre, une assemblée générale des 150 travailleurs des Crackings 3 et 4, réunis à l'appel de la CFDT, décide la grève pour le lendemain afin de faire aboutir les revendications du Cracking.

Le 2 décembre, les travailleurs décident les mesures suivantes : arrêt complet du Cracking 4 et arrêt presque total du 3 (seul tourne le circuit froid et la production est nulle, ceci afin de déjouer les manœuvres de la direction qui fait peser la menace de la fermeture définitive du Cracking 3).

A partir de ce jour, les travailleurs reconduisent la grève de 24 h en 24 h. Les revendications sont la création de 5 agents de maîtrise F pour les deux Crackings, ce qui entraîne en chaîne des promotions et de l'embauche, alors que la direction parle au contraire de supprimer des postes d'aide-chauffeur. Elle avait pourtant signé en mai 1977 un engagement de satisfaire ces revendications.

Le 3 décembre, la direction propose que des chefs de postes soient nommés agents de maîtrise F, mais elle lie l'embauche des aides-opérateurs à la production (embauche à partir de 34 000 tonnes d'éthylène par mois) ce que les travailleurs du Cracking refusent catégoriquement.

Le 5 décembre, une assemblée générale du personnel de l'ensemble de l'usine se prononce pour soutenir la grève des Crackings. Depuis ce jour-là 10 h, les entrées et les sorties des véhicules sont bloquées (aucun produit n'est expédié ni par route, ni par chemin de fer). L'usine ICI, à Fos, est bloquée faute d'approvisionnement en éthylène et BP à Lavera, qui alimente l'usine en naphta, commence à avoir des problèmes de stockages.

A la réunion extraordinaire du comité d'entreprise, le 6 décembre, la direction annonce la mise au chômage technique de l'ensemble des travailleurs postés (elle essaye de diviser entre postés et ceux qui travaillent à la journée).

Une grève générale de 8 h de toute l'usine avait été lancée pour le 6, en solidarité avec les grévistes du Cracking. A l'appel de l'ensemble des organisations syndica-

Conflit de Johns Manville à Saint-Avoid (Moselle)

Depuis cinq semaines, les ouvriers de fabrication de Johns-Manville, à Saint-Avoid sont en grève.

QUI EST
JOHNS MANVILLE ?

C'est un trust américain qui possède six usines en France. A Saint-Avoid, il fabrique de la laine de verre et emploie une centaine d'ouvriers de fabrication. Leur directeur, un nommé Herrmann, est un patron de choc aux méthodes carrément fascistes. L'encadrement est à l'image du patron.

La grève a démarré suite à un ras-le-bol général de la part des ouvriers. Tout le poste, c'était brimades, mesquineries, mauvaises conditions de travail, cadences infernales... Les salaires sont très bas. Le droit syndical, y est contesté chaque minute. La devise Johns Manville c'est «Acheter les militants ou les briser par n'importe quel moyen».

LES METHODES :
HERRMANN

Herrmann n'y va pas par quatre chemins. Dès le début du conflit :

- il licencie un candidat aux élections.

- il licencie un délégué du personnel dès sa sortie de l'hôpital, suite à l'agression d'un cadre.

- il se livre à des menaces de plus en plus précises de licenciement contre les autres militants CFDT (seul

syndicat dans la boîte). un gréviste est blessé par un contremaitre le 29 novembre 1977 à 13 h 45. Il a été hospitalisé.

LE SOUTIEN

C'est l'UIS-CFDT qui l'organise. Ainsi, le premier décembre a été décidée une manifestation, à Saint-Avoid. Il y avait environ 200 manifestants qui ont repris des slogans contre la direction de Johns Manville. On peut regretter que les organisateurs aient voulu, à tout prix, la faire coïncider avec la journée d'action : on y sentait un léger manque de préparation.

L'Union locale CGT a refusé sa participation.

Le soutien financier, lui aussi, est organisé. Ainsi, les membres du Conseil syndical CFDT de CDF-Chimie, plutôt que de faire grève, ont préféré verser une journée de salaire aux travailleurs de Johns-Manville. Là encore, la CGT a refusé de s'associer.

A travers le conflit de Johns-Manville, c'est le capitalisme américain, l'impérialisme US qui sont en cause et cela ressort de plus en plus nettement auprès des travailleurs.

Pour la solidarité financière : CMDP de Folschwiller - 57730 - Folschwiller - Syndicat CFDT de Johns-Manville - Compte No 12306740.

Correspondant HR

• Lip

(Suite de la page une)

Une lutte très convoitée

car, dans un tel système, les rapports ne peuvent être que de lutte entre exploités et exploités, entre classes antagoniques, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste, et il en sera encore ainsi que ce soit la droite ou la gauche qui soient au pouvoir, y compris dans le cadre de l'entreprise qui naîtra peu à peu du projet Lip. Le danger, c'est celui de voir la lutte des Lip servir l'idée qu'il est possible d'aménager le capitalisme, de le transformer de l'intérieur et que les travailleurs n'ont pour cela qu'à déléguer tout pouvoir de décision à des députés ou chefs syndicaux.

Nous avons confiance que les Lip, enrichis par tant d'expérience et avec eux tous les travailleurs, ne se laisseront pas bernier par ceux qui insultaient hier et applaudissent aujourd'hui.

les, elle est prolongée jusqu'au 7 et sera, peut-être, renouvelée de 24 h en 24 h.

Les intentions de la direction, c'est de mettre au pas les travailleurs de Naptha-chimie qui, dans le trust Rhône-Poulenc, ont obtenu par leurs luttes des avantages supérieurs à ceux des autres usines et de la chimie en général.

Les travailleurs de Naptha-chimie, soutenus par les organisations syndicales de l'usine, et en particulier ceux des Crackings, sont fermement décidés à faire face aux manœuvres de la direction et à obtenir satisfaction. Ils font preuve d'une grande combativité et prennent de nombreuses initiatives au cours de la lutte (arrêt des machines à froid décidé pour la première fois), ils exercent leur direction et ont rejeté les propositions de certains visant à étouffer la lutte (quelques responsables CGT proposaient, le samedi 3, d'arrêter la grève sous cette forme pour faire la grève des heures supplémentaires).

Les grèves de l'ex ORTF

A la Société française de production (SFP), aux Buttes-Chaumont, quand les travailleurs des studios se sont aperçus que la direction avait annulé tous les tournages, le jour de la grève du 1er décembre (une sorte de lock-out déguisé), ils se sont fâchés et ont exigé de leurs directions syndicales CFDT, CGT de se prononcer pour la grève, la veille du 1er (jour où les studios tournaient). Il est sûr que cela n'a pas dû plaire d'une part à la direction de la SFP qui avait juré ses grands dieux que le travail prévu le jour de la grève, ne serait pas modifié, ni aux directions syndicales qui se seraient bien contentées de la grève bi-annuelle, avec une assemblée générale où ils ne proposent rien d'autre que de grossir la procession rituelle dans Paris.

Si bien que le mercredi 30, aucun studio ne tournait aux Buttes-Chaumont, et le lendemain non plus, puisque la direction n'a pas eu le temps de réorganiser les tournages.

Même si le personnel ressent confusément que ces grèves finissent par remplacer celles qu'ils devraient faire eux-mêmes pour leurs propres revendications, ils ont au moins déjoué les manipulations patronales et... celles des directions syndicales.

SUR L'A2

Les travailleurs d'Antenne 2, mobilisés pour le re-

crutement de personnels permanents, et pour que le travail se fasse par les sociétés de l'ex-ORTF où leurs anciens collègues sont au chômage technique, ont déposé un préavis de grève pour le 29 novembre à 16 heures.

La direction d'Antenne 2, voyant que par cette grève, l'émission sur les partis politiques risquait de ne pas passer, a préféré, avant même de recevoir les travailleurs, la reporter à la semaine suivante.

Voyant cela, les travailleurs se sont réunis et ont décidé, à l'insu de la direction, de reporter la grève la semaine suivante, mais ceci, en ne le disant que cinq minutes avant 16 heures (début de la grève), ce qui empêchait la direction d'avoir le temps de remettre sur pied les émissions prévues le soir.

Ainsi, la direction se retrouvait responsable de la suspension des émissions.

Mais le lendemain matin, la direction, apprenant (par qui ?), que les travailleurs suspendaient la grève, s'empressait de rétablir toutes les émissions préalablement annulées.

Les travailleurs, voyant qu'ils s'étaient faits avoir (par qui ?) décidaient, cinq minutes avant 16 h, sans l'accord de leurs dirigeants syndicaux, de maintenir la grève... imaginez la tête de la direction... et des dirigeants syndicaux... ! !

Correspondant HR avec un sympathisant